

No. 491

**UNITED NATIONS INTERNATIONAL CHILDREN'S
EMERGENCY FUND
and
LAOS**

**Agreement concerning the activities of UNICEF in Laos.
Signed at Vientiane, on 15 August 1952**

Official text: French.

Filed and recorded by the Secretariat on 11 March 1953.

**FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES
POUR LE SECOURS À L'ENFANCE
et
LAOS**

**Accord concernant les activités du FISE au Laos. Signé à
Vientiane, le 15 août 1952**

Texte officiel français.

Classé et inscrit au répertoire par le Secrétariat le 11 mars 1953.

N^o 491. ACCORD¹ ENTRE LE FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES POUR LE SECOURS À L'ENFANCE ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DU LAOS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU FISE AU LAOS. SIGNÉ À VIENTIANE, LE 15 AOÛT 1952

Le Gouvernement Royal du Laos et le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance,

CONSIDÉRANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a, par sa résolution 57 (1) du 11 décembre 1946², créé, en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations-Unies, un Fonds international pour le secours à l'enfance (ci-après dénommé « le Fonds ») dont elle a modifié le mandat par sa résolution 417 (V) du premier décembre 1950³,

CONSIDÉRANT que le Gouvernement Royal du Laos (ci-après dénommé « le Gouvernement ») a manifesté le désir de recevoir l'aide du Fonds pour les enfants, adolescents, femmes enceintes et mères allaitantes (ci-après dénommés « les personnes à secourir ») de ses territoires,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Article premier

PLANS D'OPÉRATIONS

A. Chaque fois que le Gouvernement désirera obtenir une aide du Fonds, il établira un plan d'opérations exposant le programme prévu, les obligations éventuelles que devront assumer respectivement le Gouvernement et le Fonds, et les mesures proposées pour assurer une utilisation et une répartition satisfaisantes des articles ou secours que le Fonds pourra fournir.

B. Le Fonds, après avoir examiné dans quelle mesure l'aide demandée est nécessaire, et compte tenu des ressources disponibles, fixera sa propre participation au plan proposé; le Gouvernement et le Fonds se mettront d'accord sur un plan d'opérations acceptable pour les deux Parties (ci-après dénommé « le plan approuvé »). Les plans approuvés pourront, si les circonstances l'exigent, être modifiés dans le sens dont conviendront le Gouvernement et le Fonds, auquel cas le présent Accord s'appliquera aux plans ainsi modifiés.

¹ Entré en vigueur à la date de la signature, le 15 août 1952, conformément à l'article X.

² Nations Unies, *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session* (A/64/Add. 1).

³ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Cinquième session, Supplément n^o 20* (A/1775).

[TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 491. AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED NATIONS INTERNATIONAL CHILDREN'S EMERGENCY FUND AND THE ROYAL GOVERNMENT OF LAOS CONCERNING THE ACTIVITIES OF UNICEF IN LAOS. SIGNED AT VIENTIANE, ON 15 AUGUST 1952

WHEREAS the General Assembly of the United Nations, by resolution 57 (I), adopted on 11 December 1946,² created an International Children's Emergency Fund (hereinafter referred to as "the Fund") as a subsidiary organ of the United Nations, and amended its terms of reference by resolution 417 (V), adopted 1 December 1950,³ and

WHEREAS the Royal Government of Laos (hereinafter referred to as "the Government"), desires the aid of the Fund for the benefit of children and adolescents and expectant and nursing mothers (hereinafter referred to as "the persons to be aided") within its territories,

NOW, THEREFORE, the Government and the Fund have agreed as follows :

Article I

PLANS OF OPERATIONS

A. On each occasion that the Government wishes to obtain assistance from the Fund, it shall prepare a plan of operations describing the proposed project, the respective commitments proposed to be undertaken by the Government and the Fund, and the means proposed to ensure the proper use and distribution of supplies or other assistance which the Fund may provide.

B. The Fund, after examining the need for such assistance and taking into account its available resources, will decide on its own participation in the proposed plan, and the Government and the Fund will agree on a mutually acceptable plan of operations (hereinafter referred to as the "approved plan"). Approved plans may be amended, should circumstances so require, in any manner agreed between the Government and the Fund. The present Agreement shall then apply to such plan as amended.

¹ Came into force on 15 August 1952, as from the date of signature, in accordance with article X.

² United Nations, *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session* (A/64/Add. 1).

³ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Fifth Session, Supplement No. 20* (A/1775).

Article II

FOURNITURES D'ARTICLES ET DE SERVICES

- A. Le Gouvernement et le Fonds fourniront des articles et des services aux personnes à secourir au Laos conformément à leurs obligations respectives résultant de tout plan approuvé.
- B. Toute fourniture par le Fonds d'articles et de services en vertu du présent Accord sera gratuite.
- C. Le Gouvernement veillera à ce que les articles et services fournis par le Fonds soient distribués aux personnes à secourir ou que celles-ci en bénéficient, conformément au plan approuvé et aux directives du Fonds.

Article III

TRANSFERT ET DISTRIBUTION DES FOURNITURES

- A. Le Fonds demeurera propriétaire de ses fournitures jusqu'à leur consommation ou utilisation par les personnes à secourir ou, s'il s'agit de biens d'équipement, soit jusqu'au transfert des titres de propriété, soit pendant la durée du prêt, suivant les dispositions du plan approuvé.
- B. Le Fonds confiera ses fournitures au Gouvernement pour qu'il en assure la manutention et la distribution en son nom au profit des personnes à secourir. Dans la distribution ou les autres opérations touchant ces fournitures, le Gouvernement agira en qualité d'agent du Fonds. En s'acquittant de cette obligation, le Gouvernement pourra utiliser les services d'organismes fonctionnant dans le pays et mutuellement agréés par le Gouvernement et par le Fonds.
- C. Le Gouvernement veillera à ce que l'utilisation, la répartition ou la distribution de ces fournitures se fasse équitablement et fructueusement, en prenant comme critère les besoins, sans distinction de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique.
- D. Il est convenu que les articles et services fournis par le Fonds viendront s'ajouter et non se substituer aux crédits budgétaires ou autres ressources que le Gouvernement ou d'autres organismes du pays auront affectés à des activités semblables. Les rations auxquelles les personnes à secourir ont droit au moment de l'approbation d'un plan d'opérations ne pourront être diminuées du fait des fournitures du Fonds.
- E. Le Fonds pourra, comme il l'entendra, faire apposer sur les articles fournis par lui les marques distinctives qu'il jugera nécessaires pour indiquer que les articles en question sont fournis sous les auspices du Fonds et sont destinés aux personnes à secourir.

Article II

FURNISHING OF SUPPLIES AND SERVICES

- A. The Government and the Fund, in accordance with their respective commitments under any approved plan of operations, shall provide supplies and services for the persons to be aided in Laos.
- B. The Fund shall provide the supplies and services under this Agreement free of charge.
- C. The Government undertakes that the supplies and services provided by the Fund shall be distributed to, or made available for the benefit of, the persons to be aided, in accordance with the approved plan of operations and in conformity with the policies of the Fund.

Article III

TRANSFER AND DISTRIBUTION OF SUPPLIES

- A. The Fund shall retain full ownership of its supplies until consumed or used by the persons to be aided, or, in the case of capital goods, until the transfer of title, or, during the period of loan, as may be provided for in the approved plan.
- B. The Fund shall entrust its supplies to the Government for handling or distribution on behalf of the Fund for the benefit of the persons to be aided. In distributing or otherwise handling such supplies, the Government shall act as agent for the Fund. In discharging this responsibility, the Government may avail itself of the services of agencies operating within the country and chosen by mutual agreement between the Government and the Fund.
- C. The Government undertakes to see that these supplies are used, dispensed, or distributed equitably and efficiently on the basis of need, without discrimination because of race, creed, nationality status, or political belief.
- D. It is agreed that supplies and services provided by the Fund are to be in addition to, and not in substitution for, the budget charges or other resources which the Government or other authorities within the country have established for similar activities. No ration plan in force at the time of the approval of a plan of operations shall be modified by reason of such supplies so as to reduce the rations allocated to the persons to be aided.
- E. The Fund, at its discretion, may cause such distinctive markings to be placed upon the supplies provided by it as may be deemed necessary by the Fund to indicate that such supplies are provided under the auspices of the Fund and are intended for the persons to be aided.

F. Les personnes à secourir n'auront pas à acquitter directement ou indirectement le coût des articles ou services fournis par le Fonds.

G. Le Gouvernement assurera la réception, le déchargement, l'entreposage, l'assurance, le transport et la distribution des fournitures du Fonds et il supportera tous les frais et toutes les dépenses de gestion et d'administration y relatifs, encourus en monnaie locale.

Article IV

EXPORTATIONS

Le Gouvernement admet que s'il vient à exporter des articles identiques ou semblables par leur nature aux fournitures du Fonds, il ne devra plus compter sur l'aide de celui-ci au profit des enfants, adolescents, femmes enceintes et mères allaitantes, sauf dans l'éventualité de circonstances spéciales reconnues par le Comité du programme du Conseil d'Administration du Fonds.

Article V

DOCUMENTS ET RAPPORTS

A. Le Gouvernement établira les documents comptables et statistiques relatifs aux opérations effectuées par le Fonds, qui sont nécessaires à l'accomplissement des Fonctions du Fonds; le Gouvernement se concertera avec le Fonds, sur sa demande, au sujet du mode d'établissement de ces documents.

B. Le Gouvernement fournira, au sujet de l'exécution des plans approuvés, les documents, rapports et renseignements que le Fonds considérera comme nécessaires à l'accomplissement du mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

Article VI

RAPPORTS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE FONDS TOUCHANT L'EXÉCUTION DU PRÉSENT ACCORD

A. Pour l'application du présent Accord, le Gouvernement et le Fonds conviennent de reconnaître la nécessité d'établir une collaboration étroite et cordiale entre les représentants du Gouvernement et les fonctionnaires du Fonds. Le Fonds enverra des fonctionnaires dûment accrédités qui visiteront périodiquement le Laos ou y résideront; ces fonctionnaires se concerteront et coopéreront avec les fonctionnaires compétents du Gouvernement au sujet de l'exécution, de la réception et de l'utilisation ou de la distribution des articles fournis par le Fonds; ils examineront et étudieront les besoins des personnes à secourir au Laos, et ils tiendront le Fonds au courant de l'exécution des plans d'opérations approuvés en vertu du présent Accord et de tous problèmes que le Gouvernement désirerait soumettre au Fonds en matière d'aide aux personnes à secourir au Royaume du Laos.

F. The persons to be aided shall not be required to pay directly or indirectly for the cost of any supplies or services provided by the Fund.

G. The Government shall make all arrangements for, and shall sustain all operational and administrative expenses or costs incurred in local currency, with respect to the reception, unloading, warehousing, insurance, transportation, and distribution of the supplies furnished by the Fund.

Article IV

EXPORTS

The Government agrees that it will not expect the Fund to furnish supplies for the aid and assistance of children and adolescents and expectant and nursing mothers under this Agreement if the Government exports any supplies of the same or similar character, except in such special circumstances as may arise and are approved by the Programme Committee of the Executive Board of the Fund.

Article V

RECORDS AND REPORTS

A. The Government shall maintain adequate accounting and statistical records of the Fund's operations necessary to discharge the Fund's responsibilities, and shall consult with the Fund, at its request, with respect to the maintenance of such records.

B. The Government shall furnish the Fund with such records, reports, and information as to the operation of approved plans as the Fund may find necessary to the discharge of the responsibilities entrusted to it by the General Assembly.

Article VI

RELATIONSHIP BETWEEN THE GOVERNMENT AND THE FUND IN THE CARRYING OUT OF THIS AGREEMENT

A. It is recognized and understood by the Government and the Fund that, in order to carry out the terms of this Agreement, it will be necessary to establish a close and cordial relationship of co-operation between officials of the Government and officers of the Fund. The Fund shall provide duly authorized officers to visit periodically or be stationed in Laos for consultation and co-operation with the appropriate officials of the Government with respect to the shipment, receipt, and use or distribution of the supplies furnished by the Fund, to consider and review the needs of the persons to be aided in Laos, to advise the Fund on the progress of approved plans of operations under the present Agreement, and of any problems which the Government may wish to submit to the Fund with regard to assistance for the benefit of the persons to be aided in the Kingdom of Laos.

B. Le Fonds et le Gouvernement conviennent qu'aux fins prévues ci-dessus, le Fonds pourra établir un bureau au Laos, par l'intermédiaire duquel il sera possible d'entrer en contact avec ses fonctionnaires par l'intermédiaire desquels le Fonds dirigera ses activités principales.

C. Le Gouvernement facilitera l'emploi par le Fonds, comme fonctionnaires, employés de bureau, ou autres, des résidents et ressortissants du Laos dont les services seront nécessaires au Fonds pour l'accomplissement de ses fonctions dans le cadre du présent Accord.

D. Le Gouvernement permettra aux fonctionnaires dûment autorisés du Fonds d'avoir accès aux documents, livres de comptes, ou autres pièces concernant la distribution des articles fournis par le Fonds. Le Gouvernement laissera en outre toute liberté aux fonctionnaires autorisés du Fonds pour observer à tout moment et en tout lieu la manutention, la distribution et l'utilisation des fournitures, et l'état d'entretien des biens d'équipement fournis à titre de prêt, examiner les procédés et les méthodes de distribution et présenter des observations à ce sujet aux autorités compétentes du Gouvernement.

E. En cas de création d'un bureau sur le territoire du Gouvernement, comme il est prévu au paragraphe B, du présent article, le Gouvernement, de concert avec le Fonds, prendra toutes dispositions pour assurer le logement, la subsistance, le transport automobile et les déplacements des fonctionnaires fournis par le Fonds en vertu du présent article ainsi que l'organisation, l'installation et le fonctionnement du bureau; il fournira aussi l'aide nécessaire en matière de personnel et assurera les communications postales, téléphoniques et télégraphiques et autres services nécessaires aux activités prévus au présent article; et il supportera le coût des dépenses y relatives encourues en monnaie locale.

Article VII

EXONÉRATION D'IMPÔTS

A. Le Fonds, ses avoirs, ses biens et ses recettes, ainsi que ses opérations et transactions de toute nature, sont exonérés de tous impôts, taxes, redevances ou droits prélevés par le Gouvernement, ou par l'une de ses subdivisions politiques ou par toute autre autorité publique du Laos. Le Fonds est également exempt de toute obligation en ce qui concerne le recouvrement ou le paiement de tous impôts, taxes, redevances ou droits prélevés par le Gouvernement ou l'une de ses subdivisions politiques, ou par toute autre autorité publique.

B. Aucun impôt, taxe, redevance ou droit ne peut être prélevé par le Gouvernement, l'une de ses subdivisions politiques ou toute autre autorité publique, sur les traitements ou rémunérations de services personnels versés par le Fonds à ses fonctionnaires, à ses employés ou à d'autres membres de son personnel, qui ne sont pas ressortissants du Laos ou qui ne résident pas au Laos à titre permanent.

B. The Fund and the Government agree that, for the above purposes, the Fund may maintain an office in Laos through which its officers may be reached and through which it will conduct its principal business.

C. The Government shall facilitate employment by the Fund, as officers, clerical staff or otherwise, of such residents and citizens of Laos as may be required to discharge the Fund's functions under the present Agreement.

D. The Government shall permit authorized officers of the Fund to have access to such records, books of account, or other appropriate documents with respect to the distribution of supplies furnished by the Fund. The Government shall further permit authorized officers of the Fund entire freedom to observe the handling, distribution, and use of such supplies and the maintenance of loaned capital goods at any time and at any place, and to examine the processes and techniques of distribution and make observations with respect thereto to the appropriate Government authorities.

E. If an office is established in the territory of the Government under Section B of this Article, the Government shall, in agreement with the Fund, make arrangements for, and meet the cost of, expenses incurred in local currency for the housing, subsistence, automobile transportation, and travel of the officers to be provided by the Fund under this Article, for the establishing, equipping, and maintaining of the office, for clerical and other assistance, for postal, telegraphic, and telephone communications, and for other services necessary to carry out the activities provided for by this Article.

Article VII

IMMUNITY FROM TAXATION

A. The Fund, its assets, property, income, and its operations and transactions of whatsoever nature, shall be immune from all taxes, fees, tolls, or duties imposed by the Government or by any political sub-division thereof or by any other public authority in Laos. The Fund shall also be immune from the liability for the collection or payment of any tax, fee, toll, or duty imposed by the Government or any political subdivision thereof or by any other public authority.

B. No tax, fee, toll, or duty shall be levied by the Government or any political subdivision thereof or any other public authority on or in respect of salaries or remunerations for personal services paid by the Fund to its officers, employees, or other Fund personnel who are not subjects of Laos or permanent residents thereof.

C. Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires à l'application effective des dispositions précédentes du présent article. En outre, le Gouvernement prendra toute autre mesure nécessaire pour que les articles et les services fournis par le Fonds ne soient soumis à aucun impôt, taxe, redevance ou droit entraînant une diminution des ressources du Fonds.

D. Le Gouvernement s'engage à payer tous les impôts, taxes, redevances ou droits mentionnés aux trois paragraphes ci-dessus du présent article, si sa législation n'autorise aucune exception de ce genre.

Article VIII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Gouvernement accordera au Fonds et à son personnel les privilèges et immunités prévus par la Convention générale sur les privilèges et immunités adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946¹.

Article IX

PUBLICITÉ

Le Gouvernement mettra le Fonds en mesure d'informer le public au sujet de la livraison et de la distribution des articles fournis par le Fonds et il collaborera avec lui à cet effet.

Article X

DURÉE DE L'ACCORD

A. Le présent Accord prendra effet à la date de sa signature, ou, si la ratification est obligatoire, à compter de la date de la ratification. Il restera en vigueur au moins pendant la durée nécessaire pour que tous les plans d'opérations approuvés en vertu du présent Accord soient complètement exécutés, plus un délai raisonnable pour assurer la liquidation méthodique de toutes les activités du Fonds au Laos.

B. En cas de désaccord sur le point de savoir si les clauses du présent Accord sont respectées, la question sera renvoyée pour décision au Comité du programme du Conseil d'administration du Fonds.

Pour le Gouvernement Royal du Laos :

(*Signé*) Tiao Souvanna PHOUMA
Président du Conseil des Ministres

Pour le Fonds international
des Nations Unies
pour le secours à l'enfance :

(*Signé*) S. M. KEENY
Directeur, Asia Regional Office

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 15 et p. 263; vol. 4, p. 461; vol. 5, p. 413; vol. 6, p. 433; vol. 7, p. 353; vol. 9, p. 398; vol. 11, p. 406; vol. 12, p. 416; vol. 14, p. 490; vol. 15, p. 442; vol. 18, p. 382; vol. 26, p. 396; vol. 42, p. 354; vol. 43, p. 335; vol. 45, p. 318; vol. 66, p. 346, et vol. 70, p. 267.

C. The Government shall take such action as is necessary for the purpose of giving effect to the foregoing provisions of this Article. In addition, the Government shall take whatever other action may be necessary to ensure that supplies and services furnished by the Fund are not subjected to any tax, fee, toll, or duty in a manner which reduces the resources of the Fund.

D. The Government shall undertake to pay all taxes, fees, tolls, or duties referred to in the above three paragraphs of this Article if its laws do not allow such exceptions.

Article VIII

PRIVILEGES AND IMMUNITIES

The Government shall grant to the Fund and its personnel the privileges and immunities contained in the General Convention on Privileges and Immunities adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946.¹

Article IX

PUBLIC INFORMATION

The Government shall afford the Fund opportunity for, and shall cooperate with the Fund in, making public information regarding the delivery and distribution of supplies furnished by the Fund.

Article X

PERIOD OF AGREEMENT

A. The present Agreement shall come into force on the date of signature, or, if ratification is required, from that date. It shall remain in force at least until the termination of all plans of operations approved under this Agreement, plus a reasonable period for the completion of an orderly liquidation of all Fund activities in Laos.

B. In case of disagreement as to whether the terms of this Agreement are being complied with, the matter shall be referred to the Programme Committee of the Executive Board of the Fund for appropriate action.

For the Royal Government of Laos : For the United Nations International
Children's Emergency Fund :
(Signed) Tiao Souvanna PHOUMA (Signed) S. M. KEENY
President of the Council of Ministers Director, Asia Regional Office

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1, pp. 15 and 263; Vol. 4, p. 461; Vol. 5, p. 413; Vol. 6, p. 433; Vol. 7, p. 353; Vol. 9, p. 398; Vol. 11, p. 406; Vol. 12, p. 416; Vol. 14, p. 490; Vol. 15, p. 442; Vol. 18, p. 382; Vol. 26, p. 396; Vol. 42, p. 354; Vol. 43, p. 335; Vol. 45, p. 318; Vol. 66, p. 346, and Vol. 70, p. 266.

